

Direction des collectivités et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme  
et de l'environnement

Perpignan, le 11 septembre 2025

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2025 254 - 0001**

**actant le changement d'exploitant de la carrière de calcaire située aux lieux-dits « Le Causse » et « Faiches d'en Palet » sur le territoire des communes de Sainte-Colombe-de-la-Commanderie et Castelnou, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2017 179-0001 du 28/06/2017**

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017 179-0001 du 28/06/2017 autorisant la société COLAS MIDI-MEDITERRANÉE, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de Calcaire située aux lieux dits « Le Causse » et « Faiches d'en Palet » sur le territoire des communes de Castelnou et Sainte-Colombe-de-la-Commanderie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020 325-0002 du 20/11/2020 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2017 179-0001 du 28/06/2017 pour ce qui concerne la hauteur des fronts ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021 105-0001 du 15/04/2021 actant le changement d'exploitant pour la carrière de Calcaire située aux lieux dits « Le Causse » et « Faiches d'en Palet » sur le territoire des communes de Castelnou et Sainte-Colombe-de-la-Commanderie ;
- Vu** le courrier préfectoral du 31/08/2021 actant le changement de la dénomination et d'adresse du siège sociale de la carrière de Calcaire située aux lieux dits « Le Causse » et « Faiches d'en Palet » sur le territoire des communes de Castelnou et Sainte-Colombe-de-la-Commanderie ;
- Vu** le courrier du 09/09/2024 du Président de la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO), demandant le changement d'exploitant de la carrière de calcaire située sur les communes de Sainte-Colombe-de-la-commanderie et Castelnou ;
- Vu** le courrier du 12/05/2025 de la société NEXSTONE déclarant le changement de nom et de l'adresse du siège social de l'exploitant de la carrière de calcaire située sur les communes de Sainte-Colombe-de-la-commanderie et Castelnou ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 08/09/2025 ;

CONSIDÉRANT que la déclaration de changement d'exploitant de la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO) comprend les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et l'engagement de l'organisme bancaire d'émettre un nouvel acte de caution solidaire couvrant la garantie financière dès présentation de l'arrêté actant le changement d'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le nouvel exploitant a justifié des capacités techniques et financières pour l'exploitation de la carrière de calcaire située sur les communes de Sainte-Colombe-de-la-Commanderie et Castelnou ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 516-1 du Code de l'environnement précise que, pour le changement d'exploitant des carrières, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

À l'article 1.1.1 « Exploitant titulaire de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°2017 179-0001 du 28/06/2017 susvisé, la désignation de la société, le numéro d'immatriculation au RCS et l'adresse du siège social sont remplacés par :

- société NEXSTONE,
- immatriculation au RCS : n° 537 433 187 R.C.S. Paris,
- adresse du siège social : 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 Paris.

## **ARTICLE 2 : TRANSMISSION DE L'ACTE DE CAUTIONNEMENT**

Dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté la société NEXSTONE transmet à la préfecture :

- le nouveau document attestant la constitution de la garantie financière conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, pour la période quinquennale en cours ;
- un document justifiant de l'actualisation du montant au prorata du dernier indice TP01 et du du taux de TVA en vigueur.

## **ARTICLE 3 - AFFICHAGE ET INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté est déposée aux mairies de Castelnou et Sainte-Colombe-de-la-Commanderie et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie desdites communes pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département des Pyrénées-Orientales, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Suivant les dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement, *les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.*

## **ARTICLE 5 : EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, les Maires de Sainte-Colombe-de-la-Commanderie et Castelnou, les Officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général



Bruno BERTHET